

# MOORIBEN Infos

Bulletin d'informations MOORIBEN N°00 janvier 2014



## Dans ce numéro

**Rendre possible  
la consommation  
locale P. 5**



**Relance du dispositif  
INFOCOM P. 10**



**MOORIBEN Infos**

### Rédactrice en chef :

Aminta Hassimi  
Larabou

### Comité de rédaction :

Abdoulaye Amadou  
Nouhou Mahamadou  
Issaka Garba  
Idrissa Saidou

### Contact :

244 Rue du Béli,  
Quartier Plateau  
BP: 553 Niamey - Niger  
Tel: 00 (227) 20 72 40 79  
Email: mooriben@yahoo.fr  
Site Web: www.mooriben-  
niger.org

## Rendre visible les activités de MOORIBEN

Par [ Abdoulaye Amadou Moussa : Secrétaire Exécutif ]

**P**résente dans le paysage des organisations paysannes nigériennes depuis des décennies, la Fédération des Unions des Groupements Paysans du Niger (FUGPN-Mooriben), possède une riche expérience dans des domaines aussi divers que variés contribuant à la sécurité alimentaire et nutritionnelle de ses membres. Entre autres axes d'activités, de Mooriben, on peut citer le dispositif d'appui conseil, le dispositif d'information communication,

le warrantage, la mise en place des stocks de proximité, la gouvernance, les pratiques agro écologiques, etc. C'est pour capitaliser ces expériences que Mooriben a prévu de les partager.

Mission complexe, la capitalisation d'expériences, est nécessaire, et mérite d'être mise en place dans toute organisation. C'est un processus global et transversal, dont la réussite repose sur l'implication de tous les acteurs de l'orga-

nisation.

Faisant de la visibilité une de nos priorités, nous avons jugé nécessaire de créer ce bulletin d'information, dont vous avez sous les yeux le n°00. En plus de la production des émissions audio visuelles, afin de retracer toutes les activités clés de Mooriben, ce bulletin devrait permettre aux publics concernés, de s'informer, de se documenter et ainsi à contribuer à faire connaître le réseau, et participer à structuration. ■





# La Fédération dans toutes ses formes

Par [ Aminta Hassimi Larabou ] Chargée de programmes communication et genre

La Fédération des Unions de Groupements Paysans du Niger (FUGPN-Mooriben) compte parmi les toutes premières organisations paysannes constituées librement, par les paysans eux-mêmes, en dehors du système coopératif contrôlé par l'Etat et des structures de la Société de Développement qui avaient marqué l'organisation économique et sociale du Niger pendant les années 1970-80. Le nom « Mooriben » est un slogan choisi par les fondateurs de la Fédération pour exprimer, en un seul mot, leurs attentes vis-à-vis de cette structure. Mooriben, en Djerma-Sonraï, signifie la misère est finie.

Dès 1988, après des échanges avec les mouvements NAAM du Burkina Faso et Six « S » international, les premiers groupements s'étaient spontanément formés dans les départements de Tillabéri et Téra. Leur succès a entraîné l'extension du mouvement dans les départements de Kollo, Dosso, Gaya, Loga, Birni N'Gaouré, Say et Filingué. Elle a fonctionné de façon informelle jusqu'en 1993 où elle a été agréée par arrêté n° 44/MAG/EL du 14 avril, par le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage. Son siège social est fixé à Niamey et sa zone d'intervention se limite aux régions de Tillabéri et Dosso et la zone rurale de la Communauté urbaine de Niamey.

La Fédération avait à sa création 5 unions et aujourd'hui en compte 30 ; 1541 groupements implantés dans 732 villages administratifs totalisant 56 626 membres dont 63% de femmes. La vision globale de la Fédération est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des paysans à travers l'accroissement de la productivité agropastorale.

Photo : MOORIBEN



Site de maraichage de l'union de Damana

## Les missions assignées sont :

- Diversifier les sources de revenus
  - Renforcer les capacités
  - Assurer la sécurité alimentaire
  - Garantir la paix sociale.
- Les objectifs sont entre autre l'auto promotion paysanne, la promotion du monde rural, l'entrepreneuriat, l'éducation sociale et culturelle.

Mooriben est administrée par :

- Une assemblée générale composée de 3 délégués de chaque union qui se réunit deux fois par an en session ordinaire ;
- Un conseil d'administration composé de 16 membres élus pour un mandat de trois ans renouvelable une seule fois.
- Trois commissaires aux comptes ;
- Le Secrétariat Exécutif, tenu par une équipe de salariés chargée d'assurer l'animation de la Fédération et de ses activités ainsi que de la gestion pratique des ressources humaines, matérielles et financières, sous la responsabilité et le contrôle du Conseil d'Administration qui nomme le Secrétaire Exécutif.

## Mooriben intervient dans :

- **Production agricole** : appui aux cultures pluviales (boutiques d'intrants, champs écoles, réseau des paysans relais), appui au maraichage et l'accès amélioré aux céréales (warrantage, banques céréalières, commercialisation)
- **Micro finance** : accès au crédit (petit commerce, AGR), accès au crédit d'épargne (dépôt à vue et à terme)
- **Humanitaire** : promotion des filets sociaux, suivi de la vulnérabilité, réponse aux urgences et renforcement de ca-

pacités humanitaires

- **Renforcements des capacités du Réseau** : sensibilisations, formations en vie associative, contrôle, techniques agricoles et intégration du genre
- **Communication et Genre** : cellules de communication et radios communautaires, plaidoyer et lobbying, communication institutionnelle, stratégie de communication, plan de communication, visibilité, forums des femmes, implication des femmes et des jeunes dans toutes les activités du Réseau. ■

## Nos membres / Notre réseau de relations

### Nos membres

Les unions sont ;  
 Bon Nafa de Karma ; Kundji de Wanzarbé ; Harayban de Téra ; Alkawali de Kokorou ; Albarka de Sawani ; Kandégomni de M'Pbida ; Kokari de Damana; Gakassiney de Boga ; Albarka de Bokki ; Berey Gollo Ba Kaina Bokko de Say; Bonhawey Ban de Karabédji; Fahamey de Dantchandou ; Margou de Kollo ; Wafakay de Kourtheye; Bahunay de Balley Koira; Dabari de Sona ; Kéraou Fiti de Boumba; Goney Na Allah de Banigoungou; Soudji Ma Zoubou de Harikanassou; Alhéri de Gobéri Goubey; Wafakay de Tallawal; Tun bon sé de Baro Koira; Mad-

daban de Falwel; Sourantey de Moussa dey; Gumshiki de Karakara; Sandeyban de Koygolo; Lalkaney de Loga; Potal de Torodi; Gomni Banguéy de Dargol; Fassa Ha de Djoundjou

### Notre réseau de relations

Mooriben est membre de :  
 - la Plate Forme Paysanne du Niger (PFPN)  
 - le Consortium des Organisations Paysannes (COP)  
 - le Consortium des Organisations de la Société Civile sur le Droit à l'Alimentation (COSFDA)  
 - le Conseil pour l'Action Sociale et la Promotion des Associations Paysannes au Niger (CASPANI).

## Actualité

# Un pas vers l'accompagnement des femmes rurales

Par [ Aminta Hassimi Larabou ] Chargée de programmes communication et genre

Lancement de la Journée Mondiale de la Femme Rurale 1<sup>ère</sup> Edition à Harikanassou le 18 Octobre 2013. Les femmes rurales jouent un rôle critique dans les économies rurales des pays développés et en voie de développement. Dans la plupart du monde en développement, elles participent à la production agricole, elles fournissent nourriture, eau et combustible pour leur foyer et conduisent des activités hors de la ferme pour améliorer le niveau de vie de leur famille.

Photo : MOORIBEN



Vannerie de l'union de Damana

Photo : MOORIBEN



Une vue des participants à la journée

**M**ais cet apport combien important de la femme rurale n'est pas valorisé pour être pris en compte dans l'économie du pays; et ces dernières continuent de rencontrer des obstacles qui minent leurs chances de succès, comme le manque d'infrastructures publiques et sociales, l'accès inégal au crédit, aux équipements techniques et autres ressources importantes, comme la terre et l'eau par exemple. Peu d'attention est accordé aux facteurs qui renforcent les inégalités entre les femmes et les hommes en milieu rural, et les mesures prises n'ont pas permis d'éliminer la discrimination et surmonter les désavantages structurels que doivent surmonter les femmes. C'est dans cet esprit que cette année, la Fédération des Unions de Groupements Paysans du

Niger (FUGPN-MOORIBEN) de concert avec l'ONG Actions pour l'Auto-Développement à la Base (AADB/ ANNIYA), deux organisations nationales œuvrant pour la promotion des femmes rurales, ont commémoré le 18 Octobre dernier, la 1<sup>ère</sup> Edition de la Journée Mondiale de la Femme Rurale dans la commune de Harikanassou (région de Dosso) par l'organisation d'une journée à travers diverses activités pour non seulement éveiller l'esprit des femmes, mais aussi de permettre au public d'apprécier les capacités et potentialités de la femme nigérienne du milieu rural et les encourager à persévérer. Le thème retenu pour cette journée de la femme rurale est: « Contribution de la femme rurale aux efforts de la stratégie de l'Initiative 3N ». Les différentes activités ont fait

l'objet d'une couverture médiatique de la station régionale Télé Sahel et ont été placées sous le haut patronage de la Ministre de la Population, Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, représentée par son Directeur de Cabinet, en présence du S/G du Gouvernorat de Dosso, du Préfet du Boboye, du Représentant de l'Initiative 3 N, du Président de la Fédération des Unions de Groupements Paysans du Niger, du Chef de Canton de Harikanassou et le Maire de la commune. D'entrée de jeu, la troupe locale d'animation de Harikanassou chanta l'hymne de la journée sous les ovations des invités venus nombreux pour la circonstance. Une chanson pleine de sens qui a retracé les actions multiples et multiformes de la Fédération Mooriben et de

l'ONG AADB Anniya sans oublier les différents partenaires techniques et financiers y afférents.

Ensuite le Maire de la commune rurale de Harikanassou fit l'ouverture par son mot de bienvenue et en félicitant la Fédération Mooriben et l'ONG AADB pour le choix porté à sa commune dans le cadre de la commémoration de la journée mondiale de la femme rurale 1<sup>ère</sup> édition. Ce fut ensuite au tour du Chef de Canton de Harikanassou de prendre la parole pour réaffirmer sa satisfaction et ses remerciements aux efforts inlassables et combien louables que menent l'Etat, les ONG et Associations, les PTF, en faveur de la femme rurale, qui du reste est celle qui paie le lourd tribut.

Tour à tour le du S/G du Gouvernorat de Dosso, le Préfet



Photos : MOORIBEN



Pate et huile d'arachide de l'union de Barokoira



Semences et deguey de mil de l'union de Falwel

du Boboye, le Représentant de l'Initiative 3 N, le Président de la Fédération des Unions de Groupements Paysans du Niger Amadou Mossi, prirent aussi la parole, les uns pour rapeler les actions entreprises par leur département ou institution, les autres pour faire l'historique de l'institutionnalisation de cette journée à l'échelle internationale.

Les troupes d'animation de Harikanassou et de Torodi intervenaient à quelques moments pour mettre en haleine le grand public de part leurs voix mélodieuses. Le Directeur de Cabinet de la Ministre de la Population, Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, Dr Ali Daouda, intervint en dernière position et fit le rappel des activités que son département ministériel fait et exécute en faveur de la promotion de la femme; il n'a pas manqué aussi, de féliciter l'initiative noble et louable qu'est la célébration de cette journée pour la première fois au Niger. Cette dernière dit il, permettra sans nul doute, de jeter les jalons d'une politique efficace et efficiente à l'endroit des femmes rurales. Sur ce, il déclara lancée la Journée Mondiale de la Femme Rurale 1ère édition.

Ce fut ensuite le moment tant attendu à savoir la visite des stands pour apprécier les mer-

Photo : MOORIBEN



Tissage traditionnel de l'union de Torodi

veilles que font nos mères et soeurs rurales tant sur le plan agricole que artisanal. Cette visite a époustoufflé les invités de part la variété et la diversité des produits locaux présentés. La journée prit fin sur cette visite guidée des stands couronnée par la troupe exaltante de Torodi.

Le lancement de cette journée est un grand pas dans le travail d'accompagnement des Ong ret Associations, PTF, et les autorités pour une promotion efficace des droits des femmes en général et des femmes rurales en particuliers. Pendant longtemps les potentialités que revêtent le monde rural sont restées méconnues notamment dans la production et la transformation des produits locaux, agricoles et artisanaux. Et dire que les femmes

en sont les auteures malgré les travaux de dur labeur auxquels elles s'adonnent quotidiennement, elles ne cesseront de faire des miracles.

Ces productrices et transformatrices rurales ont démontré au grand public ce dont elles sont capables, chacune dans leur sphère de compétence avec le peu de moyens qu'elles ont. Un adage dit bien que 'vouloir c'est pouvoir'.

Ceci démontre pleinement que la femme rurale joue un rôle incontournable dans l'économie du pays et qu'elle ne doit à aucun moment être marginalisée ou reléguée au bas de l'échelle. C'est pourquoi des mesures idoines doivent être prises pour améliorer leurs conditions de vies afin qu'elles puissent jouir véritablement de leurs droits les plus tangibles.

Photo : MOORIBEN



Poterie de l'union de Boga

## Rendre possible la consommation locale

Par [ Aminta Hassimi Larabou ] Chargée de programmes communication et genre

L'entreprenariat agricole est un système social qui met des acteurs autour d'une initiative économique. C'est une théorie de changement en faveur d'un développement durable des unités familiales de production par une amélioration de l'environnement et des facteurs de production. Les producteurs prennent conscience que le fait de pratiquer une activité agricole constitue une option ou une solution viable pour un développement économique durable.



Photo : MOORIBEN

Production de mil de l'Union de Falwel

**D**u 23 au 27 Septembre 2013, s'est déroulée au Stade Général Seyni Kountché la 2ème édition de la Semaine de l'Entreprenariat Agricole (SEMEA), organisée par Agrihub Niger. Cette année et comme l'année précédente, la Semaine de l'entreprenariat a été placée sous le thème « Entreprenariat agricole pour une sécurité alimentaire durable au Niger » et a vu la participation de plusieurs autorités au premier rang desquels, la première Dame Aissata Issoufou, le Premier Ministre Brigi Raffini, le Ministre d'Etat et de l'élevage, le Ministre de l'agriculture, le Ministre du

Commerce et de la Promotion du secteur privé, les représentants des institutions, les Ongs et Associations ; les organisations paysannes et un parterre d'invités.

La 2ème édition de l'entreprenariat agricole visait les objectifs suivants :

- Créer un cadre de partage et de communication sur les enjeux de l'entreprenariat agricole au Niger

- Promouvoir le secteur agricole et l'entreprenariat agricole comme moyen de création de richesse

- Revaloriser le métier d'agriculteur en particulier auprès de

la jeunesse et de la femme.

- Engager les autorités en faveur de la promotion de l'Entreprenariat agricole

- Partager les initiatives des OPs en matière d'entreprenariat au Niger

- Promouvoir les produits locaux

- Développer et mieux renforcer les accords de partenariat entre les organisations des producteurs, les institutions financières et les entreprises à travers leur mise en relation.

- Faire un plaidoyer en faveur du financement des petites entreprises

A cet effet, les femmes leaders

des unions dynamiques de Mooriben ont été sollicitées pour apporter leur appui à l'organisation de cette Semaine de l'entreprenariat agricole à travers des expositions ventes de produits agricoles. Il s'agit pour l'essentiel, des Unions de Falwel (transformation de semences), Barokoira (huile et pâte d'arachide), Djoundjou (dérivés du manioc) et Dantchandou (moringa). Le rythme de la dynamique du changement souhaité est fonction l'engagement et la motivation des femmes leaders mais aussi de leurs possibilités d'accès à des sources d'inspiration.■



# Les radios communautaires, vecteur de développement

Par [ Aminta Hassimi Larabou ] Chargée de programmes communication et genre

Depuis 2005, Mooriben met en œuvre une stratégie d'information et de communication qui repose sur deux axes majeurs dont le renforcement des capacités internes des bénéficiaires et la collaboration avec les médias existants aussi bien étatiques que communautaires.

Aussi, des études importantes dont entre autre celle portant sur l'évaluation du dispositif information communication du Réseau Mooriben a été réalisée en 2011 et a permis de recenser les succès et les insuffisances des cellules et des radios. L'étude évaluative a ressorti un certain nombre de faiblesses dues essentiellement au manque de formation, au manque d'infrastructures techniques, à une irrégularité dans la fréquence des réunions ou au manque d'initiatives qui sont toutefois perceptibles à l'absence d'outils de gestion, à la démotivation des agents et à l'absence de moyens de locomotion qui immobilise la grande majorité des acteurs.

C'est pourquoi, Mooriben s'est proposé de réaliser une mission de diagnostic de huit (8) jours au niveau de huit (8) radios situées au siège de huit (8) unions en vue de faire l'état des lieux des cellules de communication et des radios de la

zone d'intervention.

Notre diagnostic a fait ressortir, que les cellules et radios communautaires, pour la plupart se trouvent confrontées aux mêmes problèmes entre autre : une mauvaise gestion des ressources techniques (matériel en grande partie endommagé) et financières ce qui engendre de faibles recettes et ralentit considérablement les activités des radios et cellules de communication ; le problème de transport du matériel de sensibilisations lors des rencontres de diffusion et de présentation. Un problème qui s'explique dans certaines unions comme à Sawani qui est une île et Karakara qui est une commune frontalière avec le Nigéria ; situation qui handicape cette dernière du fait de l'insécurité récurrente qui prévaut dans cette zone et surtout lorsqu'il faut se déplacer sur plusieurs kilomètres à la ronde. A tout cela s'ajoutent aussi une insuffisance du personnel qui, dans sa majorité exerce de manière



Photo : MOORIBEN

un des animateurs de la radio de Karakara

bénévole et n'est pas en mesure de s'investir davantage dans la gestion efficace des radios et des cellules de communication, une faiblesse dans la démarche de marketing social en direction des autorités administratives et coutumières pour mieux faire connaître l'association une inexistance d'évaluation de leur intervention sur le terrain et d'une auto évaluation de la performance de la cellule (pas d'outils de planification-réalisation et analyse des actions), un cumul de fonctions en ce sens que le même animateur est aussi responsable d'autres fonctions, la circulation de l'information généralement limitée aux groupements dans les chefs lieux des communes et de leurs périphérie ; une irrégularité dans la tenue des réunions avec les différents membres ; coupures intempestives dans certaines localités à l'exemple de Karma etc etc.

En marge de toutes ces faiblesses l'on peut noter également quelques forces propres aux radios et aux cellules à savoir : l'utilisation de tous les canaux de communication disponibles (radio, téléphone, missions de terrain) en vue d'une bonne circulation de l'information ; l'organisation d'un

flux de communication, permanent entre les unions et les groupements ; la transmission aux Unions des préoccupations de groupements, et des groupements entre eux ; la sensibilisation des acteurs sur les décisions des réunions organisées par les Unions et par la Fédération ;

Pour pallier à tout cela, et pour une meilleure orientation du dispositif information communication et indispensable de :

- Revoir la composition des membres des radios et cellules de communication,
- Outiller ces derniers sur les techniques de gestion et marketing
- Réhabiliter si possible le dispositif technique des radios et des cellules
- Renforcer les capacités des membres dans la production d'émissions et magazines de sensibilisation.
- Mettre à la disposition des radios et des cellules des outils de planification. ■



Photo : MOORIBEN

Un des animateurs de la radio de Gobéri

## Activités

# Rencontre d'échanges sur la commercialisation des produits agricoles

Par [ Issaka Garba ] Chargé de programmes sécurité alimentaire

Cette rencontre d'échanges sur la commercialisation des produits agricoles des Unions de Mooriben, organisée le 13 Novembre 2013, s'inscrit dans le cadre de la mise en relation des acheteurs potentiels et l'écoulement des semences, et a vu la participation des animateurs des unions, des cadres du Secrétariat Exécutif ainsi que les partenaires potentiels de Mooriben.

Après l'ouverture de l'Atelier par le Président de la Fédération Monsieur Amadou MOSSI, suivie de Monsieur Abdoulaye Amadou Secrétaire Exécutif pour la présentation du programme de la journée.

### Echanges et débats

Le Premier participant : Paul BUCKNER, Expert semencier, ICRISAT, expert de la production des semences a souligné que malgré l'importance des activités de Mooriben à sa grande stupéfaction, elle n'est pas inscrite dans le catalogue des producteurs de semences. C'est un manque de visibilité notoire qu'il faudrait corriger. Dans le même ordre d'idée, il note que la certification des semences est liée à leur qualité. Il a avancé par ailleurs que la certification des semences relève certes du Ministère de l'Agriculture et que celui-ci à l'obligation de la délivrance si toutes les conditions de son obtention sont réunies. La force que détient la fédération est très mal utilisée voire non exploitée à bon escient. Un peu plus loin, il a fait la genèse des actions multiples et multiformes que l'Icrisat met à la disposition des producteurs/trices (renforcement de capacité, appui conseil etc.

La méconnaissance des variétés (plus de 33 espèces) fruit du travail de recherche de l'Icrisat par les producteurs/trices est une faute morale des utilisateurs (producteurs/trices, fournisseurs, les services techniques etc). Un constat se dégage que le secteur manque de visibilité dû à un marketing embryonnaire (faible spot publicitaire des semences).

Photo : MOORIBEN



Les semences de mil de Falwel

Le Deuxième participant : Illya MIKO, expert en semence à la FAO, a soulevé la problématique de la satisfaction des membres à l'accès aux semences au sein même de la fédération. Ceci étant, il fait rappeler l'un des fondements de l'action coopérative. Il a souligné également que la Direction de l'Analyse Qualité du Laboratoire National est l'outil indispensable pour accompagner les producteurs. Il existe un certain nombre de règlements qui doivent contribuer à une relation de parfaite collaboration. Enfin, il a encouragé tous les producteurs à se diriger vers ces services agréés afin de mieux faire valoir leurs productions agricoles.

Ensuite l'animateur de l'Union de Falwel en la personne de Yacouba Tanda fit une présentation succincte de l'Union et de l'ensemble des activités menées. Cette présentation est motivée par l'expérience acquise dans la production de semences, avec un appui – conseil ICRISAT/IN-RAN. La production de se-

mences est l'activité phare de l'union, elle est à la base de l'augmentation de revenus des ménages de beaucoup de producteurs et productrices.

Cependant, la mise en œuvre des activités rencontrent des contraintes dont on peut citer entre autres : l'insuffisance des moyens financiers ; le manque de visibilité dans la passation des marchés ; l'accès difficile aux intrants ; l'étroitesse du marché (faible réseau d'écoulement) ; le

problème de la certification des semences et celui de conditionnement/conservation (magasins de faible capacité de stockage, sacs inappropriés, logo et étiquettes de faible design).

La rencontre d'échanges a été un cadre de partage et de prise en compte de l'intérêt des différents acteurs. Les bailleurs de voir les efforts d'appui porter leur fruit par la compréhension des termes, l'engagement de mieux produire et l'esprit d'initiative émergé. Malgré, cette vision de se positionner partout faire tout en même temps, l'évolution notoire de l'accès au marché et de leur rôle, les producteurs/trices notent un réel besoin de collaboration avec les potentiels ou réels acquéreurs de leurs productions.

La participation de tous est nécessaire pour rendre efficace, les productions locales. Un certain nombre de mesures idoines et adéquates doivent être prises pour une meilleure relance de la production et de la commercialisation. Enfin, parvenir à un label protégeant et valorisant les productions. ■

Photo : MOORIBEN



Production de niébé



# Mise en marché collective et la rentabilité des productions

Par [ Issaka Garba ] Chargé de programmes sécurité alimentaire

La rencontre s'est tenue le 22 novembre 2013 dans la salle de réunion de l'ANDDH, à la veille de l'organisation de la 2eme édition de la semaine de l'entrepreneuriat agricole, et a été l'occasion pour Mooriben d'avoir des statistiques fiables sur les productions de la zone du réseau afin de se mettre en relation avec des acheteurs potentiels à l'occasion de la tenue de cet important évènement. Etaient présents, une trentaine d'animateurs/trices des unions, les élus des unions et du Conseil d'administration, des producteurs/trices, des personnes ressources et des cadres du secrétariat exécutif.

Photo : MOORIBEN



Une vue des participants à la rencontre

## Déroulement de la journée

L'objectif principal de cette rencontre visait à réfléchir sur des stratégies efficaces pour une mise en marché collective des produits agricoles destinés à la vente des membres des unions de Mooriben

Plus spécifiquement, il s'agissait de :

- Etablir un référentiel actualisable des produits agricoles des unions ;
- Faciliter la diffusion de l'information sur la disponibilité de produits (semences et productions) ;
- Présenter les résultats primaires de l'étude de la mise en marché interconnecté des unions ;
- Identifier les stratégies/mécanismes d'une mise en marché collective des produits agricoles.

La cérémonie d'ouverture a été marquée par une Fathia et les mots de bienvenue du président du conseil d'administration de la FUGPN Mooriben

en la personne de Monsieur Amadou MOSSI. Après avoir souhaité, la bienvenue aux participants, il s'est réjoui du choix de ce thème qui demeure une préoccupation majeure pour les producteurs/trices.

### Historique du projet

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan opérationnel 2013 notamment des activités du projet d'appui au développement des filières dans la zone d'intervention du réseau avec l'appui financier d'Oxfam Novib, il a été prévu l'organisation des producteurs /trices pour une mise en marché collective et la rentabilité des productions. L'activité s'est inscrit dans le cadre du volet appui à la commercialisation et structuration des filières pour améliorer la stratégie de commercialisation actuellement en vigueur à MOORIBEN.

Cette responsabilité a des impacts socio - économiques et environnementaux. Les raisons qui les sous tendent sont d'or-

dre structurel à savoir : le manque d'information sur les marchés et les prix ; la faible rémunération des produits agricoles ; l'insuffisance d'infrastructures et de services sous maîtrise des producteurs/trices pour la mise en marché (stockage, transport et autres). Cet état de fait, est engendré par l'insuffisance de capacité à regrouper les offres qui correspondent aux besoins du marché ; la méconnaissance des acteurs des filières et la faible capacité de trésorerie (engagements non tenus). Cette situation est mise au clair par des diagnostics internes des unions ; la réalisation d'étude de marché et de filière des produits agricole de la fédération mais, aussi grâce à des rencontres d'échanges et partage d'expériences entre des OP.

### Débats et échanges

Ayoub HASSANE, le Directeur Général de la FUCOPRI, a présenté un mécanisme de commercialisation des cultures sèches. En effet c'est un prêt de campagne principalement pour l'achat d'engrais. La fédération perçoit un 1F / kg de riz vendu. Le déclin aidant, l'argumentaire soutenable pour faire pencher la balance au cours des négociations avec le partenaire fait son chemin. Le succès enregistré dans la mise en œuvre de cette action, amène le partenaire à réitérer sa disponibilité pour la poursuite. Les relations avec certaines institutions financières (Bagri, Sonibank) sont devenues excellentes.

Des contrats sont signés avec la CAIMA et l'OPVN. Un bénéfice net qui oscille entre 40

à 50 millions du début de cette opération à cette date existe dans les caisses. L'appui de la fédération lors des dernières inondations est de quatorze (14) millions de semences de riz fournies aux membres. Un élément capital l'ouverture de la fédération aux producteurs/trices hors aménagement et utilisateurs/trices de riz, maillon essentiel de la filière. Le même schéma ou dispositif est donc possible à mettre en place à Mooriben, chaque membre de groupement doit utiliser de l'engrais sur au moins un hectare.

Les échanges se sont focalisés sur la dynamique insufflée à la FUCOPRI et les conditions d'une mise en relation avec les membres de Mooriben. Les inquiétudes soulevées par certains participants sont de plusieurs ordres: promesse non tenue, abandon des mauvaises pratiques, absence de fonds d'autofinancement, possibilité d'achat des productions par l'état, difficulté d'accès aux intrants, la peur du crédit etc

La problématique de l'écoulement des produits au sein des unions demeure malgré tout, le potentiel de production et la pléthore de produits disponibles. La faible consommation des produits par les membres des unions et entre les unions est devenue un facteur démotivant, l'effet d'entraînement tarde à prendre forme. Cette rencontre a mis en lumière la nécessité d'être le premier consommateur et utilisateur des produits. L'engagement de participer à l'essor d'un développement des unions. ■



## Microfinance

# Le crédit, un accompagnement dans la gestion des AGR

Par [ Nouhou Mahamdou ] Chargé de programmes microfinance

Tenue à Niamey les 28, 29 et 30 novembre 2013 au siège de l'ANDDH, cette session de formation entre dans le cadre du renforcement des capacités techniques des unions, afin d'accompagner les bénéficiaires dans la gestion de leurs AGR.

## Historique

La faillite dans les années 1980 des structures étatiques de financement du monde rural en général et de l'agriculture en particuliers (Caisse Nationale de Crédit Agricole, Banque de Développement de la République du Niger et Caisse Nationale d'Épargne) a créé un vide dans l'offre de services financiers que les banques classiques n'ont pu combler pendant plusieurs décennies.

La création de la Fédération Mooriben en 1993 intervient donc dans un contexte marqué à la fois par l'absence de structures étatiques de financement du monde rural et par les premiers pas de la microfinance au Niger.

Dans ce contexte, Mooriben a dû se forger son propre modèle de financement pour répondre aux besoins de ses membres, un modèle qui a évolué au fil du temps et au gré des situations et des besoins du moment.

Il est admis que le crédit est, parmi toutes les activités initiées par les unions, celle qui suscite le plus l'engouement des membres, car il permet à ces derniers de mettre en œuvre leurs propres projets contrairement aux autres activités qui génèrent des profits collectifs.

Un diagnostic réalisé en 2002 a fait ressortir les besoins suivants en financement sous forme de crédit : l'approvisionnement en intrants, l'acquisition de matériels agricoles et équipements de stockage et conservation ; la commercialisation et le warrantage.

Mise en œuvre depuis Juin 2012, la convention de part-

Photo : MOORIBEN



Stand de produits à base d'arachide

neriat avec BAGRI-Niger, opérationnalisée par une politique interne de gestion de crédit est l'élément palpable de la nouvelle approche de crédit choisie par Mooriben.

A travers cette dernière plusieurs unions ont déjà bénéficié de crédit pour financer diverses activités génératrices.

### Déroulement de la formation

La session a bénéficié essentiellement aux animateurs chargés de crédits des unions de Boumba, Banigoungou, Kollo, Moussaday, Djoundjou, Gobéri, Harikanassou, Loga, Karakara, Kokorou, M'bida, Sona, Kourthé, Say, Dargol et Torodi, soit 16 des 19 qui répondent aux exigences de la politique interne de gestion des crédits.

L'objectif global visé à travers cette session de formation était

de contribuer au renforcement des capacités techniques des unions et de la fédération en matière de gestion d'une AGR.

Pour atteindre les objectifs assignés, un certain nombre de points ont constitué les principales articulations de la session à savoir :

- Principe de base sur la gestion d'une AGR
- Pourquoi on met en place une AGR
- L'influence de la famille sur l'AGR
- Les stratégies de marketing;
- La gestion comptable d'une AGR
- Cas pratiques,

La session a été essentiellement pratique basée sur des échanges et a été structurée en deux phases à savoir :

Une phase théorique qui a porté sur la présentation des objectifs et du contenu de la formation

et les stratégies de marketing, - Une phase pratique avec des exercices d'application, des échanges de cas.

Au terme des trois jours de formation force est de constater que les notions de base en création et gestion d'une AGR d'une manière générale, le marketing et la gestion comptables sont assez bien maîtrisées par les participants.

Aussi à la lumière du témoignage fait par les participants et qui ressort de la fiche d'évaluation, on est en droit de dire que les objectifs visés à cette session sont atteints.

Dans un système en pleine reconstruction la formation des acteurs demeure un pilier sine quo none des actions. La mise en œuvre du partenariat avec la BAGRI a permis à plusieurs unions de bénéficier de crédit destinés à différentes AGR. ■

## Relance du dispositif INFOCOM

Par [ Aminta Hassimi Larabou ] Chargée de programmes communication et genre

Sur financement de SOS FAIM, Mooriben a organisé du 01 au 02 Novembre 2013, à Niamey, un atelier de réflexion sur la relance des dispositifs Information/communication en vue d'un meilleur fonctionnement, pour en évaluer les performances et proposer des mesures et actions concrètes permettant leur professionnalisation. Cet atelier a été facilité par une consultante Burkinabé, en la personne de Jocelyne Kompaoré, venue pour la circonstance

Ont pris part à cet atelier 2 élus de la fédération à savoir le président et le chargé de l'information/communication du CA, 4 cadres du secrétariat exécutif à savoir le SE, le chargé de programmes sécurité alimentaire, la chargée d'information communication et le chargé de programme micro crédit ; 16 membres des radios ; 16 membres des cellules de communication. Le récent diagnostic réalisé en aout 2013 a fait ressortir que les cellules et radios communautaires, pour la plupart se trouvent confrontées aux mêmes problèmes entre autre : une mauvaise gestion des ressources techniques (matériel en grande partie endommagé) et financières ce qui engendre de faibles recettes et ralentit considérablement les activités des radios et cellules de communication ; le problème de transport du matériel de sensibilisations lors des rencontres de diffusion et de présentation.

- Quelles sont les stratégies/mécanismes qu'il faudrait définir pour valoriser du potentiel des dispositifs de communication et d'information ?

- Quelles mesures faudrait-il proposer pour permettre aux dispositifs de satisfaire au mieux les besoins des membres en information?

Voilà entre autre les questions auxquelles les participants ont muri des réflexions pendant deux jours.

Très souvent, malheureusement, on croit de façon erronée qu'un « personnel chargé de la communication et un équipe-

Photo : DR



Une vue des participants

ment de communication » est la solution pour avoir un système d'information et de communication efficace. Il n'est pas rare de voir au niveau des organisations paysannes faitières ces deux éléments (ressources humaines + équipement) sans toutefois, que cela n'entraîne automatiquement l'impact attendu. C'est le cas pour Mooriben.

Le dispositif infocom a clairement privilégié la mise en place du cadre institutionnel et la

dotation en intrants de communication.

La dernière évaluation de 2013 montre que le rendement produit par les intrants mis à disposition dans le cadre du projet, est effectif mais qu'il est toujours en deçà de l'opportunité et du potentiel qu'offrent ces intrants.

Cette situation est très certainement lié au fait qu'un élément central du dispositif a été né-

gligé dès le début : le contenu. En effet qu'il soit à titre purement informatif ou formatif, éducatif, c'est le contenu qui est censé alimenter le dispositif. Pourtant, on en parle très peu. Le mode d'identification, de collecte, d'archivage, de production, n'est pas bien visible dans le dispositif.

Pour relancer son dispositif, Mooriben devra remettre la fonction «production de contenus» au coeur du dispositif. Comme son nom l'indique, le dispositif, n'est qu'un système. Il n'a de sens que s'il est nourri par une matière appropriée : un contenu adapté aux besoins de la cible. C'est pourquoi la première action à privilégier nous semble être de FAIRE EVOLUER LA VISION derrière la fonction information et communication.

Cet atelier de réflexion a permis non seulement de faire le point du niveau actuel de fonctionnement des dispositifs d'information communication ; mais aussi de dresser un état des lieux de la gestion des dispositifs de communication et d'information (succès et insuffisances) et du niveau de satisfaction des besoins en information des acteurs/utilisateurs ; en définissant des stratégies/mécanismes de valorisation du potentiel des dispositifs de communication et d'information ; tout en proposant des mesures idoines qui permettront aux dispositifs de satisfaire au mieux les besoins des membres en information. ■

Photo : DR



Les participants avec la consultante



# Les inondations, une catastrophe à développement rapide

Par [ Idrissa Saidou ] Chargé de programmes humanitaire

En 2012 la campagne agricole a été jugée globalement satisfaisante sur l'ensemble du territoire nigérien à l'exception de quelques rares poches de déficit. Rappelons que cette production excédentaire apparente intervient après trois années de crise alimentaire, plus ou moins aigue entre 2005 et 2012, or il faudrait au moins trois ans de réhabilitation sans discontinu pour permettre à une communauté affectée par une crise de telle envergure, de se relever. Cela signifie qu'une année aussi excédentaire soit-elle ne peut combler le vide laissé par la crise alimentaire de 2011, d'où la nécessité d'accompagner les ménages qui encourent le risque de replonger dans une crise si aucune mesure n'est prise.

L'Etat du Niger, Mooriben et les autres acteurs humanitaires étaient à pied d'œuvre pour aider les populations vulnérables à surmonter le pic de la crise, quand des pluies diluviennes se sont abattues sur l'ensemble du territoire occasionnant du coup la perte des maigres ressources éprouvées par la crise alimentaire, mais elle a surtout réduit à néant les efforts de développement dans beaucoup de localité particulièrement les régions traversées par le fleuve.

Les dégâts causés par les inondations sont très importants pour des populations qui ont vu leurs résiliences décroître suite aux effets des crises alimentaires, nutritionnelles et pastorales qui se sont succédé.

Les régions de Dosso et Tillabéri, zone d'intervention du réseau Mooriben ont été particulièrement touchées par ces catastrophes naturelles compromettant du coup les efforts de développement menés au profit de nos membres.

C'est ainsi que suite aux requêtes soumises par la Fédération Mooriben, le Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD) a accordé la somme de trente mille euro afin d'assister les sinistrés de certaines Unions de Mooriben à se relever de la situation de crise laissée par ces inondations. Conformément aux stratégies d'intervention de Mooriben, les populations bénéficiaires sont toujours impliquées dans la conception du document de projet, ils sont également au cœur de la mise en œuvre car c'est avec eux que toutes les activités sont décidées et exécutées.

Photo : DR



Un quartier de niamey ravagé par la montée des eaux

L'implication des acteurs à toutes les étapes du processus procède de la volonté de Mooriben d'assurer une meilleure appropriation des activités par les bénéficiaires et garantir à terme leur durabilité.

Toutes les statistiques actuellement disponibles montrent que les femmes, de part leurs statuts, sont les plus exposées aux crises occasionnées par les catastrophes. De plus, la prise en compte du genre dans les interventions a toujours été une préoccupation de premier plan au niveau de Mooriben. Elles constituent, par les revenus qu'elles génèrent à travers leurs activités, des actrices incontournables dans la satisfaction des besoins alimentaires et sociaux des ménages. C'est pour cette raison et dans l'optique de développer davantage l'activité de maraîchage avec les femmes que l'appui en petits matériels agricoles leur a été octroyé afin qu'elles puissent accroître leurs productions et améliorer leur conditions de vie. Mooriben a d'abord entrepris une première mission d'information avec une équipe composée par les techniciens et les membres du Conseil

d'Administration (CA). Le but de cette mission était : d'expliquer aux différents acteurs concernés (responsables des unions, services techniques, membres des Comités Sous Régionaux de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires (CSR/PGCA), autorités municipales et coutumières) les objectifs, les résultats attendus, la stratégie de mise en œuvre du projet ainsi que les activités à réaliser. La mission a également clarifié les attentes de Mooriben de chaque acteur dans le processus de mise en œuvre.

Ensuite, il a été demandé l'identification des bénéficiaires. Au cours des assemblées générales (AG) villageoises, l'accent a été mis sur les critères de choix qui sont d'ordre généraux et spécifiques :

- Les critères généraux ;
- Etre sinistré ;
- Ne pas disposer des capacités pour se relever du sinistre ;
- Etre issu de zones ciblées
- Les critères spécifiques
- Etre une femme et exercé le métier de maraîchage ;
- Etre un pêcheur ;
- Etre vulnérable et être apte à travailler sur les sites de recons-

truction des digues ;

- La rémunération journalière sur le site est de 1000f CFA ;

- Le paiement se fera par intervalle intermittents de 12 et 13 jours.

En période d'urgence la notion de membre disparaît pour laisser la place au terme sinistré, car ce dernier ne choisit pas ses victimes en fonction de leurs appartenances aux groupements associatifs, leurs religions, leurs ethnies ou tous autres considérations sociales, mais simplement parce que les victimes se trouvent sur les lieux au moment des faits. C'est pourquoi Mooriben a choisi les bénéficiaires en dehors de toute considération autres que les critères cités ci haut.

En somme les activités du « projet de relèvement des victimes des inondations dans le sud - ouest du Niger » se sont déroulées normalement comme prévu. La dotation des femmes en petits matériels agricoles, la fourniture en pirogues et équipements de pêche pour les pêcheurs de Boumba et Galla ont réalisées à 100%. En ce qui concerne la construction des digues de protection, elles ont connu une léthargie notamment sur le site de Galla, mais suite aux efforts de sensibilisation menés par des dirigeants de la Fédération, les activités ont repris de belle sur ce site. Mais cela a nécessité une prolongation du CFW de 50 jours à 62 jours. Tous les indicateurs de produits ont été atteints à 100%. Quant aux indicateurs d'effet un grand nombre de personnes ont amélioré leurs revenus grâce à l'utilisation de petits matériels agricoles, l'acquisition de pirogues plus équipement de pêche et à leurs participation au travail contre argent. ■



